



Biljana Lj. Stojić Radović^[1]

Institut d'histoire de Belgrade
Belgrade (Serbie)

UDC 323.1(=163.41)(091)
32 Клемансо Ж.
Article de revue
Reçu : 14.8.2024.
Accepté : 15.4.2025.
doi: 10.5937/napredak6-52760

Georges Clemenceau et la question nationale serbe^[2]

Résumé : Cet article examine la personnalité de Georges Clemenceau, homme d'État français éminent, et son attitude envers la Serbie et le peuple serbe au cours des deux premières décennies du XX^e siècle, avec un accent particulier sur la période de la Première Guerre mondiale. Une attention particulière est accordée à des questions telles que la politique balkanique de Clemenceau, son attitude vis-à-vis du front de Salonique, l'idée yougoslave, ainsi qu'aux circonstances ayant conduit à la reconnaissance de la Yougoslavie lors de la conférence de paix de Paris. Cet article s'appuie sur des sources et des ouvrages d'origine française et serbe.

Mots-clés : Georges Clemenceau, Raymond Poincaré, Nikola Pašić, la crise d'annexion, Première Guerre mondiale, front de Salonique, conférence de paix de Paris.

Lorsqu'on se pose la question qui fut Georges Clemenceau, on peut répondre sans hésitation qu'il était l'une des personnalités politiques les plus marquantes du XX^e siècle. Aux côtés du maréchal de Gaulle, il est considéré comme l'un des *Pères de la Patrie* ou *Pères de la Nation*. Dans un discours prononcé sur Radio Londres, le 11 novembre 1941, De Gaulle, en se référant à l'héritage de Clemenceau, jura que la France serait à nouveau libre et victorieuse : *Au fond de votre tombe vendéenne, aujourd'hui 11 novembre, Clemenceau ! Vous ne*

dormez pas ! (Winock, 2018, p. 5). Chaque 11 novembre et 8 mai, tous deux sont honorés en tant que symboles de la liberté conquise lors des Première et Seconde Guerres mondiales, et la reconnaissance leur est rendue pour la victoire. Pour l'Europe et le reste du monde, Clemenceau est l'un des artisans du nouvel ordre mondial, celui de l'Europe de Versailles (Stojić, 2020a, p. 235-236).

Georges Benjamin Clemenceau est né le 28 septembre 1841 en Vendée. Sa famille était depuis longtemps connue pour ses convictions républicaines,

[1] biljana.stojic@iib.ac.rs ; <https://orcid.org/0000-0003-4406-4746>

[2] Des parties de l'article ont été présentées lors d'une conférence sur invitation, qui a eu lieu le 16 mai 2024 à la Faculté de Philosophie de l'Université de Banja Luka République serbe - Bosnie-et-Herzégovine.

une circonstance inhabituelle étant donné que la Vendée a toujours été un bastion monarchiste (Clemenceau, 1996, p. 202-203). Dans le choix de sa carrière, il suivit la voie de son père et fit des études de médecine, bien qu'il n'ait jamais exercé en tant que médecin. Dès ses années étudiantes, il se distingua par ses discours enflammés contre Napoléon III et la monarchie. À la fin de ses études, en 1865, il s'installa aux États-Unis, principalement pour se familiariser avec le système républicain américain. Lorsque la guerre franco-prussienne éclata en 1870, il retourna immédiatement en France sans hésitation (Ninčić, 1933, p. 9). Il se fit remarquer comme l'un des plus fervents partisans de Léon Gambetta. Tous deux s'opposaient ouvertement à la sécession de l'Alsace et de la Lorraine. Ils comptaient parmi les 107 délégués qui refusèrent d'accepter l'armistice et la cession des deux provinces (Minc, 1996, p. 79). Plutôt que la reddition, ils prônaient la lutte jusqu'au dernier Français. Lorsque le courant modéré l'emporta et signa la paix de Francfort, mettant ainsi fin à la guerre, ils acceptèrent la défaite comme une réalité, bien qu'« inconsolables dans leur tristesse » (Geoffroy, 1938, p. 12 ; Clemenceau, 2020, p. 16). Pendant la Commune de Paris, de mars à mai 1871, Clemenceau occupa sa première fonction publique en tant que maire du XVIII^e arrondissement. Il avait

l'ambition d'introduire certaines composantes du républicanisme américain et, en peu de temps, il gagna la sympathie des classes populaires, en particulier des ouvriers et des plus démunis. Après l'écrasement de la Commune, aux côtés de Victor Hugo, il plaida en faveur d'une amnistie pour les dirigeants communards. Tout au long de sa vie, il considéra la *Semaine sanglante*, qui marqua la suppression de la Commune, comme l'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire de la France.

En tant que maire du XVIII^e arrondissement, il fut élu député à la première assemblée républicaine, mais il se sépara rapidement de ses anciens compagnons politiques, y compris Gambetta. Il se positionna à l'aile gauche du parti républicain^[3] Au début de sa carrière politique, Jules Ferry, principal représentant du républicanisme modéré, fut son plus grand adversaire. Clemenceau se distingua par ses discours contre le corpus des lois constitutionnelles de 1875, qui constituaient le fondement de la Troisième République. Il plaidait pour l'instauration d'un ordre social plus juste (Winock, 2018, p. 4). Au début des années 1880, déçu par l'indifférence de ses collègues politiques face à la profonde crise sociale de la société française, il quitta l'Assemblée et devint l'un des critiques les plus virulents du régime. Il fonda le journal *La Justice*, dans lequel

[3] Dans l'historiographie nationale serbe, il règne une conviction selon laquelle Clemenceau appartenait à l'extrême gauche (les radicaux). Cependant, Michel Winock, auteur de l'une des nombreuses biographies de Clemenceau, réfute cette affirmation. Winock classe Clemenceau dans la « gauche républicaine », celle qui aspirait à des réformes sociales, mais dans le cadre de la légalité et dans le respect de l'ordre. Clemenceau n'hésitait pas à réprimer violemment les grèves ouvrières en recourant à l'armée et à la police. Jean Jaurès, chef de l'extrême gauche, fut son principal adversaire à l'Assemblée durant la décennie précédant 1914. Il l'accusait fréquemment de trahir la classe ouvrière. La démission de Clemenceau en juillet 1909 fut saluée par le journal *L'Humanité*, dirigé par Jaurès, avec le titre : « La fin d'une dictature ». Lors de la mort de Clemenceau en 1929, le même journal écrivit qu'« un des ennemis les plus acharnés de la classe ouvrière » et un « défenseur des intérêts capitalistes » venait de disparaître (Winock, 1997, pp. 7, 448, 456).

il s'attaqua violemment à ses anciens alliés et amis politiques. On rapporte qu'à partir de cette époque, Clemenceau insistait pour que son nom de famille soit écrit sans accent. Il fut parmi les premiers à s'attaquer à Gambetta, l'accusant d'aspirer au pouvoir absolu. En 1884, le Sénat devint également la cible de ses critiques, car il n'adopta pas une Constitution officielle pour la Troisième République, mais un ensemble d'actes constitutionnels qui restèrent en vigueur jusqu'à la fin de cette République, en juin 1940. Au fil des années, Clemenceau acquit la réputation d'être le plus grand opposant à tous les gouvernements. Il affirmait toujours parler au nom de ceux qui étaient au bas de l'échelle sociale et critiquer ceux qui étaient au sommet (Dowbarn, 1915, p. 61). Il s'opposait à la politique impérialiste française, qui prit son essor au début des années 1880, et prônait le sécularisme dans l'éducation ainsi que la séparation de l'Église et de l'État (Mayeur, 1965). Tout au long de sa carrière politique, qui s'étendit sur plus de quarante ans, Clemenceau ne dévia jamais des positions qu'il avait proclamées dès le début. Une telle fermeté, parfois perçue comme une rigidité inflexible, lui valut de nombreux adversaires ainsi qu'une série de surnoms. Dans les années 1880 et 1890, il était connu sous le nom de *tombreur de ministères* ; pendant une grande partie de sa carrière politique, on le surnommait *l'enfant terrible de la presse et du parlement* (Winock, 1997, p. 479). Quant à son célèbre surnom de *Tigre*, qui lui est resté jusqu'à aujourd'hui, il lui fut attribué en 1903 par son ami intime, le journaliste Émile Buré du journal *L'Aurore*. Un peu plus tard, lors d'une visite en Inde, on rapporte qu'il tua réellement un tigre, justifiant ainsi le surnom qui lui avait été donné (Duroselle, 1994, p. 321).

La politique balkanique de Clemenceau : la crise de l'annexion

Non seulement ses adversaires politiques, mais aussi ses propres alliés considéraient Clemenceau comme un personnage extrêmement difficile à côtoyer et avec lequel il était difficile de collaborer. C'est pourquoi il n'accéda aux hautes fonctions gouvernementales qu'au début du XX^e siècle. Il fut élu sénateur en 1902 et ne se vit confier la formation de son premier gouvernement qu'en 1906. En plus de la fonction de président du Conseil, il conserva le portefeuille de ministre de l'Intérieur qu'il occupait déjà dans le cabinet de Ferdinand Sarrien. Il se plaisait à se décrire comme le « premier policier de France » (Winock, 2007, pp. 10, 425). Son gouvernement, qui dura jusqu'en juillet 1909, fut d'une grande importance pour la Serbie, car il reflétait de manière exemplaire la position de Clemenceau sur les Balkans, mais aussi son attitude envers la Russie, alliée de la France. Il est essentiel de souligner que Clemenceau rejeta la politique de *revanchisme* adoptée par ses prédécesseurs. Cette politique reposait sur l'idée que la France devait patienter jusqu'au moment opportun pour prendre sa revanche sur l'Allemagne. La conviction dominante était que, même deux décennies après la guerre, l'Empire allemand restait le principal ennemi de la France. Contrairement à ses prédécesseurs, Clemenceau choisit la voie de la réconciliation. Il estimait que la France et l'Allemagne avaient bien plus d'intérêts communs que de raisons de conflit et de confrontation. Dans un esprit de réconciliation et afin de renforcer les relations économiques entre les deux pays, il nomma en 1907 Jules Cambon

ambassadeur à Berlin. Ce dernier, tout comme Clemenceau, prônait l'idée de tourner la page du passé pour construire un avenir franco-allemand commun (Carroll, 1931, p. 256).

L'épilogue de son premier gouvernement fut que sa politique de réconciliation avec l'Allemagne s'effondra comme un château de cartes, tant à cause de la confrontation avec l'Allemagne au Maroc que pendant la crise d'annexion. L'Allemagne n'accepta pas la main tendue par Clemenceau. La question du Maroc, qui pesait sur les relations franco-allemandes depuis la Première crise marocaine (1905) et la conférence d'Algésiras (1906), fut au centre des tensions. En septembre 1908, un nouvel incident survint lorsqu'un groupe de six soldats déserteurs de la Légion étrangère française se réfugia à l'ambassade allemande de Casablanca. L'Allemagne tenta d'exploiter cet événement pour créer une nouvelle crise diplomatique, mais Clemenceau resta réservé et remit l'affaire à l'arbitrage de la Cour internationale de justice à La Haye, qui rendit finalement un jugement en faveur de la France. La décision fut rendue le 22 mai 1909. L'épilogue de cet incident fut le départ démonstratif de l'ambassadeur allemand, le prince Radolin^[4], de Paris, ainsi qu'un nouvel accord franco-allemand sur le Maroc, ratifié fin février 1909. La crise marocaine se chevaucha chronologiquement avec la crise de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, ce qui aggrava davantage les antagonismes entre Paris et Berlin. Pendant la crise

d'annexion, l'Allemagne se rangea du côté de son allié, l'Empire austro-hongrois, et se montra prête à le soutenir, même dans une intervention militaire contre la Serbie. D'un autre côté, Clemenceau a refusé le soutien diplomatique à la Russie. Lors de la crise d'annexion, il a interprété littéralement le texte de l'alliance franco-russe, qui, des obligations et des intérêts alliés, excluait l'Alsace-Lorraine du côté français et les Balkans du côté russe. Clemenceau estimait que l'annexion de la Bosnie-Herzégovine ne menaçait en aucune manière les intérêts vitaux de la Russie, sans prendre en compte les conséquences de l'annexion sur le prestige de la Russie parmi les Slaves des Balkans (Stojić, 2017, pp. 30-32). Il faut également ajouter que Clemenceau croyait que la Russie était un « dangereux allié ». Il entretenait des réserves personnelles vis-à-vis de l'autoritarisme du régime tsariste et de l'incapacité militaire de l'armée russe, qui était devenue évidente après la défaite contre le Japon, mais ce qui le préoccupait le plus étaient les conseillers bellicistes du tsar. Parmi eux, il redoutait particulièrement Alexandre Izvolski/Iswolsky, qui, après l'échec de la crise d'annexion, avait trouvé abri à l'ambassade russe à Paris. Clemenceau reprochait un peu plus tard à son principal opposant politique pendant la Première Guerre mondiale, Raymond Poincaré, sa trop grande ouverture à Izvolski, qui lui murmurait sans cesse ses plans bellicistes et ses idées auxquelles Poincaré finit par céder (Winock, 1997,

[4] Une anecdote liée au départ du prince Radolin raconte qu'à la tentative de lui remettre une note de protestation et de lui menacer de quitter la France s'il ne la recevait pas, Clemenceau lui aurait répondu qu'il ferait bien de se dépêcher, car le train pour Berlin partait dans deux heures. Clemenceau a plus tard démenti ces propos, soulignant que de tels comportements étaient en dessous de son niveau. Le successeur de Radolin, le baron Wilhelm Eduard von Schoen, entretenait de bien meilleures relations avec Clemenceau que son prédécesseur. Il le décrivait souvent comme étant bienveillant (Winock, 1997, pp. 452-453).



Dirigeants alliés européens lors de la Conférence de la paix à Paris en 1919. De gauche à droite : le maréchal français Ferdinand Foch, le président du Conseil Georges Clemenceau, le Premier ministre britannique Lloyd George, le président du Conseil italien Vittorio Orlando et le Ministre italien des Affaires étrangères Sidney Sonnino.

Photo: Shutterstock

p. 477 ; Stojić, 2017, pp. 71–72). Bien qu'il estimât que la crise d'annexion n'était pas le moment pour que la France se mette en avant sur la scène internationale, Clemenceau ne pouvait cacher sa profonde déception vis-à-vis de la politique austro-hongroise et des actions de l'empereur François-Joseph. Il exprima sa déception personnellement lors de leur rencontre en août 1909 à Carlsbad, une ville ther-

male qu'ils fréquentaient tous deux (Winock, 1997, pp. 463–464). Dans une lettre privée à une amie de la famille, Clemenceau confia sa crainte que l'annexion soit « l'étincelle susceptible de faire sauter le tonneau de poudre » (Winock, 1997, p. 477).

Dans l'historiographie serbe, il reste une conviction selon laquelle la position rigide de Clemenceau envers la Russie et son refus de lui offrir

un soutien allié à un moment décisif ont eu des conséquences considérables pour la Serbie et ses intérêts. Il est bien connu que le ministre des Affaires étrangères serbe, Milovan Milovanović, dans une tentative d'atténuer les conséquences de l'annexion, a voyagé dans les capitales européennes en octobre 1908, dans le but d'obtenir le consentement des puissances signataires du traité de Berlin pour que la Serbie reçoive une compensation adéquate sur le territoire de l'ancien sandjak de Novipazar (Stojić, Radović, 2022, pp. 191–199).

74 | Avant l'arrivée de Milovanović dans la capitale française, Momčilo Ninčić, Jovan Skerlić et Grgur Jakšić avaient été envoyés pour mener une campagne de sensibilisation contre l'acte de reconnaissance de l'annexion, en collaboration avec l'ambassade serbe dirigée par Milenko Vesnić. Grgur Jakšić a noté que la Serbie avait accueilli l'acte de proclamation de l'annexion de manière désorganisée, et que la mission envoyée n'avait pas pu provoquer un tournant significatif dans la position de la France. Les délégués ont été reçus avec courtoisie et écoutés partout, mais « ils n'ont reçu de véritables promesses de personne ». Raymond Poincaré, alors ministre de la Justice, leur a demandé s'il existait un traité international qui s'opposait à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. En réponse, les Serbes se sont référés aux dispositions du traité de Berlin. Poincaré leur a répondu que les grandes puissances, en tant que signataires du traité de Berlin, se prononceraient collectivement sur une éventuelle violation de ce dernier, et que la France « n'était pas en position de faire quoi que ce soit séparément ». Cela constituait un message clair : la Serbie, qui n'était pas signataire du traité de Berlin, n'avait aucune base pour revendiquer

quoi que ce soit, même en cas d'annexion des deux provinces occupées. Jakšić a attribué l'échec de la mission diplomatique à l'incompétence de ses collègues négociateurs, Ninčić et Skerlić, malgré leurs bonnes relations avec les cercles intellectuels et politiques français. L'un des leaders du parti catholique a sévèrement réprimandé Ninčić, qui avait, sans tact, qualifié les prêtres catholiques de Bosnie de mercenaires autrichiens devant lui. À une autre occasion, Skerlić, devant Jean Jaurès, avait qualifié le meurtre du roi Alexandre Obrenović et de la reine Draga de « justifié », sans savoir que Jaurès avait autrefois condamné cet acte dans les termes les plus forts. Dans le journal *L'Humanité*, il avait publié un « article terrifiant » à propos de l'élection du roi Pierre, intitulé *Le roi rouge*. Avant début novembre, il était clair que toute agitation supplémentaire serait inutile. Les autres membres de la mission spéciale furent rappelés en Serbie, tandis que Jakšić resta seul à Paris pour « prolonger la mission » (NBS, P558/III/91).

Dans le développement de la crise, Jakšić a réorienté la propagande nationale dans une autre direction. Il estimait qu'il était inutile d'insister davantage pour que la France défende les intérêts serbes. Sa position fut confirmée par la déclaration de l'ambassadeur de France à Vienne, Philippe Crozier, qu'il donna à l'attaché militaire russe local : « Il serait extrêmement compliqué d'expliquer à un citoyen français qu'il doit marcher pour la Bosnie-Herzégovine, et non pour l'Alsace-Lorraine » (Nintchitch, 1937, pp. 361–363 ; Stojić, 2017, p. 31). Jakšić a soutenu l'idée qu'il fallait mettre en avant d'autres questions qui compromettraient davantage l'Autriche-Hongrie. Il considérait comme le plus pertinent Velezdajnički proces (*Procès d'Agram*)

lancé en octobre contre les Serbes en Croatie et en Slavonie. La traduction de *l'Acte d'accusation* et les circonstances mêmes du procès furent chaleureusement accueillies et publiées par de nombreux journaux français tels que *Journal des Débats*, *Revue de Paris*, *La Courrier européen*, et d'autres. Jakšić réussit à compromettre l'Empire austro-hongrois lors du procès de haute trahison et à exposer sa politique répressive envers tous les Serbes, peu importe où ils résidaient dans la Monarchie. Contrairement à sa position mesurée sur l'annexion, Clemenceau condamna fermement la persécution des Serbes et les représailles contre eux dans le cadre du *Procès d'Agram* (NBS, P558/III/91). Le fait de détourner l'attention de la France de l'annexion vers le Procès d'Agram fut également approuvé par Milovanović, qui, après l'échec de sa mission dans les capitales européennes, plaçait plus d'espoir dans le soutien diplomatique de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne que dans la France, qu'il qualifiait de « peu fiable et montrant des sympathies incompréhensibles pour l'Autriche-Hongrie » (Stojić, Radović, 2022, p. 198).

La confrontation de deux politiques balkaniques : Clemenceau et Poincaré

La politique balkanique de Clemenceau lors de la crise de l'annexion s'est retournée contre lui comme un boomerang. Les relations entre Paris et Saint-Petersbourg s'étaient détériorées. La crise sociale, accompagnée de nombreuses grèves, s'était aggravée, et les critiques sur la manière dont la France avait géré la révolte des légionnaires au Maroc s'étaient multipliées. Toutes ces tensions ont fini par épuiser

la patience déjà limitée de Clemenceau. Ainsi, à la fin du mois de juillet 1909, en pleine période de vacances, il décida de démissionner et de retourner dans l'opposition. En 1913, il lança un nouveau quotidien, *L'homme libre*. La principale cible des attaques de ce journal était Raymond Poincaré, président du Conseil depuis janvier 1912, puis président de la République à partir de janvier 1913. Poincaré incarnait tout ce que Clemenceau critiquait : un catholique fervent et un partisan dévoué de l'alliance franco-russe qu'il considérait comme le principal rempart de la France contre la montée du germanisme. La politique balkanique de Poincaré était en tout point opposée à celle de Clemenceau. Poincaré considérait la Russie comme un allié indispensable et estimait qu'il était du devoir de la France de la soutenir dans toutes ses entreprises, y compris dans la péninsule balkanique. Cette politique fut mise à l'épreuve lors d'une nouvelle crise dans les Balkans – la Première Guerre balkanique. Bien qu'il ait affirmé que la France ne se battrait pas pour les intérêts balkaniques de la Russie, il estimait néanmoins que c'était son devoir de soutenir diplomatiquement son alliée. Poincaré assumait ainsi le rôle de médiateur entre la Russie et les puissances de la Triple Alliance. Il fut le premier à initier l'organisation de conférences de paix où les parties en conflit, ainsi que les grandes puissances, devaient régler leurs différends. Le bilan de la politique de Poincaré fut un renforcement de l'alliance avec la Russie, mais aussi une prise de contrôle économique dans les Balkans, où la France devint le principal créancier des États balkaniques victorieux (Stojić, 2017, pp. 437–442).

Depuis le changement dynastique en Serbie, la France *évinçait* progressivement l'Autriche-Hongrie

et prenait sa place dans les prêts contractés par l'État pour l'équipement et l'armement de l'armée. Cependant, avant la création de la Banque franco-serbe en 1910 et les guerres balkaniques (1912–1913), la présence économique française en Serbie pouvait être qualifiée de modérée. Dans tous les prêts accordés avant 1913, la France participait aux côtés d'autres grandes puissances, considérant l'investissement en Serbie comme risqué. La Russie était la garante de tous ces prêts.

Le prêt de septembre 1913 fut le premier entièrement financé par des banques françaises, sans participation d'autres puissances, et il est considéré comme un tournant marquant l'établissement de la domination économique française. Avec ce prêt, la France détenait 75 % de la dette extérieure totale de la Serbie (Stojić, 2017, pp. 399-400). Parallèlement, la France conclut des accords lucratifs avec les autres vainqueurs de la Deuxième Guerre balkanique, principalement la Grèce et la Roumanie, en leur accordant des crédits pour remédier aux conséquences des guerres. Ainsi, à la veille de la Première Guerre mondiale, les Balkans occupaient la deuxième place à la Bourse de Paris en termes de capitaux investis. La Russie restait toutefois, de manière incontestée, le premier pays bénéficiaire des investissements français (Stojić, 2017, pp. 400-404).

Après août 1913, Poincaré était au sommet de sa popularité, malgré les avertissements sévères de Clemenceau et d'autres socialistes, qui mettaient en garde contre le risque qu'un attachement excessif à l'Empire russe entraîne la France dans un conflit aux conséquences incalculables. Le matin du 29 juillet 1914, lorsque le navire de la délégation officielle française accosta au port de Dunkerque,

de retour d'une visite d'État en Russie, la Serbie et l'Autriche-Hongrie étaient déjà en état de guerre, et la Russie avait ordonné une mobilisation partielle. La déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, le 3 août, suivit comme une conséquence de cette réaction en chaîne (Stojić, 2015, p. 103). Poincaré appela alors tous ses opposants politiques à mettre leurs désaccords de côté et à unir leurs forces au nom de l'*Union sacrée*, dans la lutte contre l'Allemagne. Pourtant, Clemenceau fut l'un des rares à ignorer cet appel. Le déclenchement de la guerre mondiale ne changea en rien sa politique : il rebaptisa *L'Homme libre* en *L'Homme enchaîné* et utilisa le journal comme une tribune pour attaquer Poincaré et les gouvernements qui se succédaient (Clemenceau, 1916). Durant les trois premières années de la guerre (1914–1917), Clemenceau présida la commission militaire à la Chambre des députés. Cette position lui permit de suivre de près les opérations militaires ainsi que le travail du ministère de la Guerre. Ses critiques à l'encontre de l'État-Major étaient parfois si virulentes que plusieurs hauts officiers demandèrent qu'il soit jugé pour haute trahison. Ne se souciant guère de sa propre sécurité, il continua d'exiger l'augmentation du budget militaire et la mobilisation de toutes les ressources du pays au service de l'effort de guerre. Selon lui, tout devait être subordonné au conflit. Les soldats de base le respectaient, car son fils, son neveu et son frère combattaient à leurs côtés dans les tranchées, tandis que sa fille aînée servait comme infirmière bénévole (Tomei, 2018, p. 1). Alors que la popularité de Clemenceau ne cessait de croître, celle de Poincaré déclinait. D'août 1914 à novembre 1917, quatre gouvernements se succédèrent sans parvenir

à maintenir le moral et l'ardeur au combat des soldats. L'armée française était sur la défensive, subissant des défaites et de lourdes pertes, car la guerre se déroulait principalement sur le sol français. Dans une situation où le pays était au bord de l'effondrement, Poincaré prit une décision cruciale à l'automne 1917 : il plaça les intérêts de la nation au-dessus de son orgueil personnel. Il fit appel à Clemenceau, considéré comme la dernière solution, pour former un cinquième gouvernement (Miquel, 2004, p. 8). Son arrivée au pouvoir fut saluée par toute la presse, à l'exception des journaux socialistes, pour qui Clemenceau restait « l'ennemi des travailleurs » et « le premier flic de France » (*Winock, 1997, p. 517*).

Dès son arrivée au pouvoir, le 16 novembre 1917, Clemenceau établit un précédent. En plus de la fonction de Premier ministre, il prit également le portefeuille de ministre de la Guerre, bien qu'il ne fût ni militaire de carrière ni doté d'une expérience militaire. Son premier acte fut de consacrer toutes les ressources restantes de l'État à l'effort de guerre. Au lieu de *l'Union sacrée*, il proclama le slogan *Guerre intégrale*. Il mobilisa les dernières forces de défense du pays et fit venir 70.000 travailleurs italiens pour stabiliser l'économie française. Il se rendit personnellement dans les tranchées pour remonter le moral des soldats. Il était convaincu que les simples soldats devaient voir et entendre leurs dirigeants parmi eux pour croire qu'ils combattaient pour une cause commune. En l'espace d'un an, il passa 90 jours sur le front et effectua 360 visites sur différents champs de bataille (SHD, *Voyages de Monsieur Clemenceau* ; Duroselle, 1994, pp. 316–317).

Clemenceau et le front de Salonique

À l'intérieur des frontières de la France, le patriotisme était considéré comme la plus grande vertu de Clemenceau, mais pour les autres peuples qui combattaient pendant la Première Guerre mondiale, c'était sa plus grande faiblesse. Clemenceau était totalement et exclusivement orienté vers le front occidental et le destin de la France. Il croyait que la guerre serait décidée à l'ouest et que les autres fronts n'étaient qu'une distraction.

Il était particulièrement critique envers le front de Salonique. Pour Clemenceau, le front de Salonique n'était rien d'autre qu'une « perte de soldats et d'argent » (Feyler, 1921, pp. 12–13). À plusieurs reprises, en tant que président du Comité militaire de la Chambre, il demanda que ce front soit dissous et que les troupes soient transférées à l'ouest. Il en parla pour la première fois dans *L'Homme enchaîné* et à la tribune de l'Assemblée. Il critiqua, dans son style caractéristique, l'inactivité de l'armée française retranchée à Salonique. Il demanda que cette armée, inutile sur les Balkans, soit renvoyée sur le front national. Jovan Žujović, qui séjournait en France en tant qu'émissaire spécial du gouvernement serbe depuis la fin avril 1915, était visiblement perturbé par l'appel de Clemenceau en novembre 1915. Vesnić le calma en affirmant que Clemenceau était seul dans son avis et que l'armée française ne se retirerait pas des Balkans (Žujović, 1986, p. 226).

Il est important de souligner que Clemenceau respectait personnellement l'armée serbe. Il admirait son héroïsme et ses souffrances pendant le Calvaire albanais (Albanska golgota). Lors du retrait de l'armée et du peuple serbe, il attaqua vivement

le gouvernement français pour ses manquements qui conduisirent à l'effondrement de l'État serbe à l'automne 1915, ainsi que pour la mauvaise gestion de l'opération d'évacuation de l'armée serbe et des civils depuis la côte albanaise (L'Homme Enchaîné, 1915, p. 1 ; L'Homme Enchaîné, 1917, p. 1). Il écrivit que la chute de la Serbie était de la responsabilité de la France, et en raison de l'influence qu'il exerçait sur l'opinion publique, nous pouvons affirmer avec certitude qu'il força l'État-major français à créer, en décembre 1915, une mission de sauvetage spéciale dirigée par le général Piarron de Mondésir, qui dirigea le processus de réorganisation de l'armée serbe à Corfou de décembre 1915 à mai 1916 (Stojić, 2016, pp. 405–427).

Lorsqu'il a formé son gouvernement et pris la tête du ministère de la Guerre, il a également assumé le commandement direct de l'Armée d'Orient. En effet, en 1915, lors de la création du corps expéditionnaire français envoyé à Gallipoli, le ministère de la Guerre était responsable en coopération avec les ministères britannique et russe. Lorsque le reste du corps expéditionnaire français, accompagné de son commandant, le général Maurice Sarrail, a été transféré à Salonique, la chaîne de commandement n'a pas été modifiée. Il subsistait une anomalie selon laquelle le ministre de la Guerre nommait et révoquait directement le commandant en chef de l'Armée de l'Est, tandis que les commandants des armées sur le front occidental étaient décidés par l'État-major français basé à Limoges.

Clemenceau avait effectivement l'intention de retirer les troupes françaises de Salonique, mais il en fut dissuadé par les stratèges militaires, qui le convinrent qu'en faisant cela, il remettrait directement Salonique, le point stratégique le plus

important de l'Est de la Méditerranée, entre les mains de l'ennemi. Au lieu de cela, Clemenceau décida de révoquer le général Sarrail, qui était son ami intime, mais ses conflits avec tous les autres commandants ne pouvaient plus être ignorés. Il envoya le général Adolphe Guillaumat à Salonique, qui ne resta à la tête de l'Armée de l'Est que pendant six mois. Pendant ce temps, le général Guillaumat réussit à transformer l'économie du front (Pavlović, 2018, p. 34). Il utilisa les champs riches où l'armée commença sa propre production alimentaire, car l'approvisionnement en nourriture pour les soldats et les chevaux était compromis par les attaques constantes des croiseurs autrichiens en Méditerranée. Le plan de Guillaumat réussit : à l'été 1918, les soldats avaient semé plus de mille hectares de terres cultivables, récoltant 339.000 kg de fruits et légumes, ainsi que 113.000 balles de foin. En même temps, l'exploitation minière commença en Chalcidique et plusieurs expéditions archéologiques recueillirent avec succès des œuvres d'art et des antiquités dans la région de la Macédoine grecque. Cependant, tous ces succès n'empêchèrent pas Clemenceau de se moquer des soldats de l'Armée de l'Est, les qualifiant de « jardiniers de Salonique » (Ancel, 1920, pp. 891, 895).

En mai/juin 1918, lors de la troisième bataille d'Aisne (bataille du chemin des Dames), les armées française et britannique subirent une lourde défaite. La France était au bord de l'effondrement militaire. Clemenceau et le maréchal Ferdinand Foch (chef d'état-major général) rejetèrent la responsabilité de cette défaite sur le général Franchet d'Espèrey, qui commandait un des ailes de l'armée (D'Espèrey, 2018, p. 34). En punition, le général d'Espèrey fut nommé commandant en chef de l'Armée de l'Est

sur le front de Salonique, tandis que le général Guillaumat, chargé de la défense de Paris, fut renvoyé en France (D'Espèrey, 2018, p. 150–151). Lors de sa nomination, d'Espèrey était un officier révoqué. Clemenceau l'envoya à la tête de l'Armée de l'Est en raison des éloges de Charles de Freycinet, dont le général d'Espèrey était un ami proche. La décision de nommer d'Espèrey fut prise par Clemenceau seul, sans consulter David Lloyd George, qui lui reprocha vivement cet égoïsme lors de la conférence de paix à Quai d'Orsay (Clemenceau, 2020, p. 103). La mission de d'Espèrey était de préparer les troupes françaises à être transférées par étapes sur le front occidental, tout en laissant à Salonique un nombre de soldats suffisant pour maintenir les positions (Clemenceau, 1930, pp. 104-105). L'événement que Clemenceau n'avait ni prévu ni anticipé était que d'Espèrey gagnerait en peu de temps la confiance des commandants de toutes les autres armées, en particulier de l'armée serbe. En seulement trois réunions, d'Espèrey, le régent Alexandre, le général Živojin Mišić et le commandant britannique George Francis Milne ont esquissé un plan de percée du front qui allait renverser le cours de la guerre, tant à l'est qu'à l'ouest (Stojić, 2020b, p. 459).

Le plan a été esquissé au début du mois d'août, mais il est resté sur le bureau du Premier ministre et ministre de la Guerre français pendant un mois entier. Sidney Sonnino et David Lloyd George ont donné leur accord au nom des armées italienne et britannique, tandis que Clemenceau fut le dernier à le faire, le 10 septembre seulement. La nuit précédant le début de l'offensive, il envoya un télégramme au général d'Espèrey, lui signifiant que l'opération du lendemain serait menée exclusivement sous sa responsabilité. D'Espèrey ordonna à son ordon-

nance de brûler le télégramme à la flamme d'une bougie et confirma que tous les ordres restaient inchangés (Delaye, 1956, p. 52 ; Stojić, 2020a, p. 244).

Même la percée du front des Balkans le 15 septembre 1918 n'a pas modifié l'attitude hostile de Clemenceau envers d'Espèrey et l'Armée d'Orient. Immédiatement après la percée, Clemenceau envisagea de renvoyer Guillaumat sur les Balkans, mais il abandonna cette idée lorsqu'on le convainquit que le remplacement de d'Espèrey, alors que l'armée était au sommet de la victoire, compromettrait le succès déjà obtenu. Il décida que Guillaumat dirigerait une mission spéciale visant à évaluer combien de divisions françaises et britanniques pouvaient être transférées sur le front occidental, tout en étant remplacées sur les Balkans par des unités serbes, grecques et bulgares. Il considérait que la guerre sur les Balkans était terminée avec la percée du front, mais que la guerre finale devait encore être gagnée à l'ouest. Il était furieux lorsqu'il apprit que d'Espèrey avait donné l'autorisation à l'armée serbe de pénétrer sur le territoire austro-hongrois et d'y déployer des troupes sur des positions en territoire yougoslave. Cette opération échappa à son contrôle, mais il réussit à stopper un autre ordre de d'Espèrey concernant l'envoi d'une partie de l'armée en direction de Vienne et Berlin. En coopération avec l'État-major britannique, il redirigea ces troupes vers Constantinople et le Moyen-Orient (Stojić, 2020b, pp. 461–463).

Clemenceau et l'idée yougoslave

Comme la plupart des hommes politiques français, Clemenceau n'avait pas une position clairement

définie sur l'idée yougoslave, et il ne souhaitait pas en adopter une. Cette attitude correspondait à sa maxime de guerre : « ne s'associer ni avec les militaires, ni avec les civils » (Clemenceau, 2020, p. 18). Il voulait accéder au pouvoir sans aucun compromis, et l'opinion publique croyait largement qu'il avait réussi, car son autorité et sa réputation étaient crues sans réserve.

Juste avant d'accéder au pouvoir, dans *L'Homme enchaîné*, Clemenceau écrivait que le Comité yougoslave devait réduire ses attentes de guerre, car aucun peuple n'avait réussi à réunir tous ses compatriotes au sein des frontières d'un même État. Il estimait que les Yougoslaves ne devaient pas insister sur les frontières tracées, d'autant plus qu'il était impossible de déterminer l'appartenance ethnique des habitants dans les régions frontalières (*L'Homme enchaîné*, 1917, p. 1). Il répéta les mêmes mots à Žujović lors de leur première rencontre, le jour de la Saint-Pierre en 1915. Lorsque Žujović lui exposa le souhait des autorités serbes de réunir tous les Serbes dans un seul État sans aucun reste à l'extérieur des frontières, Clemenceau lui répondit, avec un léger sourire : « Avez-vous déjà eu un chapeau sous lequel tous les cheveux seraient couverts, sans qu'aucune mèche ne dépasse ? » (Žujović, 1986, p. 146). Aucun gouvernement français, y compris celui de Clemenceau, ne souhaitait discuter de possibles changements de frontières tant que la guerre était en cours. Les intellectuels avec lesquels Žujović s'était entretenu durant l'été 1915 avaient la même position. Le plus ferme d'entre eux était l'historien et ancien fonctionnaire Gabriel Hanotaux, qui avait dit un jour à Žujović : « Vous tous, Slaves et non-Slaves, venez avec vos prétentions, vous voulez nous engager pour ceci ou cela.

Eh bien, nous ne nous engagerons ni pour l'un ni pour l'autre. Vos aspirations ne sont pas à l'ordre du jour. Votre panslavisme, panrussisme, panroumanisme, ce sont tous des rêves, des phrases. [...] Nous couperions la main droite, mais vous là-bas vous faites la publicité de vos cantons » (Žujović, 1986, p. 177).

En ce qui concerne les contacts des représentants diplomatiques serbes avec Clemenceau, avant 1917, ils peuvent être caractérisés comme sporadiques. Vesnić, en tant que plus haut représentant diplomatique, évitait les contacts avec Clemenceau « parce qu'il était surveillé par le gouvernement ». Ignorant les avertissements de Vesnić, Žujović, dès son arrivée à Paris, insista pour rencontrer Clemenceau, parmi d'autres personnalités de renom. Il le visita deux fois et, à chaque fois, il eut une très bonne impression de lui et des conversations qu'ils avaient eues. Le style de conversation de Clemenceau était de maintenir son interlocuteur à une « distance courtoise » (Clemenceau, 2020, p. 17). Clemenceau affirma à plusieurs reprises qu'il « comprenait nos arguments, qu'il les approuvait tous, mais qu'il n'avait pas le pouvoir de nous aider », car il était contre lui tout l'appareil gouvernemental. Žujović lui répondit que s'il n'avait pas d'influence sur le gouvernement, il en avait sur l'opinion publique « car il ne rédige pas avec une plume, mais avec des flèches d'acier, qui tuent » (Žujović, 1986, p. 170).

En plus de son influence sur les fonctionnaires et les cercles français influents, certains Serbes soutenaient l'idée qu'il fallait entretenir des liens plus étroits avec les Tchèques et les Slovaques. Božidar Marković rappelait régulièrement à Žujović, pendant sa mission à Paris, qu'il devait rencontrer

Tomáš Masaryk et que, lors de ses entretiens avec lui et d'autres représentants tchèques et slovaques, il devait toujours souligner la parallèle entre le programme yougoslave et celui de la Tchécoslovaquie. Žujović n'était pas opposé à ces contacts, et toutes les initiatives venant du comité des Tchèques et Slovaques, y compris l'idée d'une union personnelle proposée par les Tchèques, étaient acceptées et soutenues dans ses discussions avec les Français. Cependant, la rencontre entre Žujović et Masaryk n'eut lieu ni en France ni à Genève, où Masaryk passait beaucoup de temps, mais à Londres. Le 19 octobre 1915, Žujović assista à la conférence de Masaryk au King's College, mais le leader tchèque laissa une très mauvaise impression sur lui. Dans son journal, il nota que Masaryk l'avait abordé juste avant le début de la conférence, ce qui ne laissait pas de temps pour une discussion. Lors de cette brève rencontre, Masaryk ne l'invita pas à venir le voir ni ne proposa de se rencontrer pour discuter davantage de la complémentarité entre le programme yougoslave et celui de la Tchécoslovaquie. Après la conférence, Žujović donna raison à l'ambassadeur de Londres, Mateja Bošković, qui n'accordait pas une grande estime au leader tchécoslovaque (Žujović, 1986, p. 211). Si, durant 1914 et au premier semestre 1915, il y avait eu une complémentarité dans les actions des deux mouvements, après avril 1915, avec l'entrée de l'Italie dans la guerre, les deux mouvements commencèrent à diverger de plus en plus. L'Italie soutenait sans réserve Tchécoslovaques et l'idée de la création de leur État commun. D'autre part, les attitudes hostiles de l'Italie envers l'idée de créer un État yougoslave sur la côte orientale de l'Adriatique, sur laquelle l'Italie revendiquait des droits, sont bien connues dans l'historiographie et,

en tant que telles, dépassent le cadre de cet article. Pour les besoins de cette étude, il est important de souligner que non seulement en Italie mais aussi en France, le mouvement tchécoslovaque était beaucoup plus respecté que le mouvement yougoslave. Tomáš Masaryk et Edvard Beneš, anciens élèves et professeurs d'université en France, avaient toutes les portes ouvertes à Paris (Kšišan, 2019, pp. 191–196). Clemenceau considérait Beneš comme « l'un des meilleurs hommes, l'homme de la Tchécoslovaquie renaissante, qui avait gagné la confiance de tous par la sincérité de ses paroles et la noblesse de son intelligence » (Clemenceau, 2020, p. 121).

Contrairement à la cohérence des actions des Tchèques et des Slovaques, le Comité yougoslave et les émissaires serbes en France introduisaient une confusion dans l'opinion publique française avec deux idées divergentes concernant l'organisation future de l'État yougoslave. La France, tant officielle que non officielle, penchait davantage en faveur d'une organisation fédérale ou confédérale de l'État. En tant que république dominée par les partis socialistes, l'idée de créer une monarchie multinationale et centralisée lui était totalement répugnante. Les ambassadeurs les plus influents à Londres, Washington et Rome soutenaient Ante Trumbić et le Comité yougoslave, tandis qu'ils critiquaient le conservatisme de Pašić. Du côté du concept unitaire de Pašić se trouvaient les cercles militaires, car du point de vue militaire, il était plus favorable pour la France d'avoir un État sur la côte orientale de l'Adriatique politiquement et économiquement dépendant de la France, qui servirait de contrepoids à l'Italie (SHD, Fonds Clemenceau, 6 N 235 ; Vujović, 1987, p. 77–103).

Clémenceau : Vainqueur et Perdant

La phase finale de la guerre sur le front occidental a ouvert un nouveau conflit sur la relation Clémenceau–Poincaré. Inspirées par la victoire des Alliés sur le front de Salonique, les troupes franco-britanniques-américaines ont lancé le 26 septembre une offensive en trois directions. En quelques jours seulement, elles ont réussi à inverser complètement la situation en leur faveur et à repousser l'armée allemande hors du territoire français et belge (Duroselle, 1994, p. 400). À ce moment-là, Poincaré a demandé que la guerre soit transférée sur le sol allemand dans le but d'occuper des lieux stratégiquement importants qui serviraient de gage lors des négociations de paix. En revanche, Clémenceau a vu dans la prolongation de la guerre un simple gaspillage de ressources et de vies humaines. Il a adopté une position intransigeante, affirmant qu'il ne voulait pas retarder la fin de la guerre pour des « raisons de nature impérialiste » (Clémenceau, 1996, p. 202–203). Il estimait que ce faisant, il violerait les principes qu'il avait proclamés tout au long de sa carrière politique. De plus, lorsqu'il est arrivé au pouvoir, il avait promis que la guerre ne durerait pas un jour de plus que nécessaire. Le conflit s'est intensifié au point que Clémenceau a menacé de démissionner, ce qui a obligé Poincaré à abandonner son projet initial (Duroselle, 1994, pp. 316–317).

À long terme, cette décision de Clémenceau s'est avérée erronée et lui a coûté une perte de popularité. Selon un sondage effectué après la démobilisation, seulement 5 % des Français souhaitaient un armistice à tout prix, tandis que 90 % voulaient transférer la guerre sur le sol allemand et se venger des souffrances endurées pendant les quatre années

de conflit. Les Français n'étaient même pas entrés en Alsace et en Lorraine (Duroselle, 1994, p. 404). À l'Assemblée, l'opposition a violemment attaqué Clémenceau en l'accusant de ne pas avoir « désarmé l'Allemagne ». On réclamait une reddition cérémonielle des armes, où tout l'équipement militaire devait rester sur le champ de bataille. Clémenceau appelait ses critiques des « guerriers de la presse » et considérait le protocole de « désarmement cérémonial » comme inutile. Pour lui, la priorité était le maintien de la paix qui profitait à la France et à ses alliés (Clémenceau, 2020, p. 96–97). Lorsque le maréchal Foch a signé l'armistice à Compiègne le 11 novembre, le public a été profondément déçu. L'impression générale était que la France n'était pas encore victorieuse, mais qu'elle devait le devenir à la table des négociations (Tomei, 2018, p. 1). Le mécontentement face à la fin de la guerre ne s'est pas apaisé, comme en témoigne l'attentat contre Clémenceau le 19 février 1919. Clémenceau a été touché par trois balles, l'une d'elles perforant un lobe de ses poumons (Vallaud, 2011, p. 427 ; Duroselle, 1988, p. 945). Malgré la gravité de ses blessures, il s'est remis rapidement et, dès le 14 mars, il a repris la présidence de la conférence (Geffroy, 1938, p. 204–205 ; Porte, 2011, p. 580). Les contemporains sont une fois de plus restés étonnés par sa vitalité. Le Premier ministre britannique, Lloyd George, a déclaré à un moment donné à Franchet d'Espèrey : « Chaque fois que je vois Clémenceau, il semble avoir une année de moins et une dent de plus » (D'Espèrey, 2018, p. 139).

La conférence de paix a commencé le 18 janvier 1919. Elle ressemblait à un conglomérat de nations et de délégués. Vingt-sept nations avaient leurs représentants autour de la table des négociations.

Pendant les six mois de sessions, le travail a été mené à travers 53 commissions et comités, impliquant plus de 1.000 délégués. Les questions prioritaires concernaient les conditions de paix entre la France et l'Allemagne, tandis que toutes les autres étaient traitées comme secondaires. Clemenceau est resté fidèle à lui-même tout au long de la conférence, concentré exclusivement sur les intérêts de la France. Pour la délégation serbe et yougoslave, qui comptait à un moment donné 110 membres, l'absence de la Russie à la table des négociations a été ressentie comme un grand handicap. En cours de conférence, Pašić écrivait avec appréhension depuis Paris : « Le destin de notre peuple sera décidé par les mêmes puissances qui ont signé le traité de Londres avec l'Italie, à l'exception des États-Unis, mais ceux-ci ne peuvent ni nous protéger ni remplacer la Russie » (Milošević et Dimitrijević, 2005). Les sessions se sont tenues dans les locaux du ministère des Affaires étrangères à Paris (Quai d'Orsay), tandis que le traité final a été signé dans la Galerie des Glaces au château de Versailles. C'est précisément dans cette même Galerie des Glaces qu'en 1871, l'unification de l'Allemagne a été proclamée, et Clémenceau, en tant que contemporain des deux événements, voulait, par ce geste symbolique, s'assurer que les Allemands ne menaceraient plus jamais les Français.

Clemenceau ne faisait pas partie de la tendance qui croyait que la Russie et la Serbie étaient responsables du déclenchement de la guerre, une théorie parmi de nombreuses autres avancées sur les causes et les motifs du début du conflit. Cependant, au début de la conférence, il adopta une position très rigide envers la délégation serbe/yougoslave. Il insista pour que les traités d'alliance soient interprétés

à la lettre. Étant donné que la Serbie n'avait pas de traité, il considérait que sa délégation ne pouvait pas obtenir une place à la table principale des négociations, mais qu'elle devait être traitée comme les autres alliés associés, comme le Brésil, qui était entré en guerre en 1916. Ce n'est que grâce à l'intervention des autres, notamment de Lloyd George, qui qualifia Pašić de « l'homme le plus intelligent de l'Europe de l'Est », que la Serbie obtint une place à la table des négociations et le droit de participer aux décisions concernant les questions les plus importantes (Geffroy, 1938, p. 9).

Sachant qu'ils ne pouvaient pas trop compter sur Clemenceau, les délégués serbes/yougoslaves se sont concentrés sur le fait de gagner le soutien des autres délégations, en particulier des États-Unis. Le problème était que le président américain Woodrow Wilson n'était présent qu'au début de la conférence. Wilson a certes défendu le droit de la Serbie à avoir un accès à la mer, mais ses 14 points ne prévoyaient pas la création de la Yougoslavie, mais plutôt l'autonomie pour la Croatie et la Slovénie au sein d'une Autriche-Hongrie réformée (Radojević, 2001, pp. 223–237).

Il convient d'ajouter à cela la position personnelle de Clemenceau selon laquelle l'Autriche devait être préservée sous une forme quelconque, car son existence était cruciale pour l'équilibre des puissances en Europe centrale. Il estimait que l'effondrement de la monarchie des Habsbourg entraînerait la création d'États artificiels incapables de survivre indépendamment et que l'Allemagne les absorberait un par un. Il voulait à tout prix éviter une réaction en chaîne, car si on permettait aux Slaves, aux Tchèques, aux Hongrois et autres de créer leurs propres États, la même revendication ne

pourrait être refusée aux Allemands autrichiens. Ce scénario s'est presque réalisé lorsque le 12 novembre 1918, Karl Renner proclama la République autrichienne comme une partie de l'empire allemand. Clemenceau et les autres dirigeants de l'Entente réussirent à annuler cet acte d'unification, mais la menace persistait (Becker, 2012, p. 148). Ce n'est que lorsque l'Empire austro-hongrois commença à se désintégrer de l'intérieur que Clémenceau dut accepter son effondrement comme un fait accompli.

La reconnaissance de la Tchécoslovaquie le 21 octobre 1918 a également ouvert la voie aux Slaves du Sud. Clemenceau était personnellement contre la reconnaissance de la Yougoslavie, qui n'avait pas de frontières définies et était au bord d'un conflit ouvert avec l'Italie. Lors des sessions de la conférence, il a souligné qu'il reconnaissait le Traité de Londres, mais malgré l'insistance d'Orlando, il n'a pas soutenu les prétentions italiennes sur Rijeka, qui ne faisaient pas partie du traité de Londres. L'ambassadeur français à Rome, Victor Barrère, était profondément déçu par la position de Clemenceau. Dans l'un de ses rapports, il a souligné que Clemenceau avait été l'objet d'un immense culte en Italie jusqu'à ce moment-là, mais qu'après son refus de prendre ouvertement le parti de l'Italie dans le différend concernant Rijeka, il avait irrémédiablement détruit sa propre réputation et celle de la France. Orlando quitta Rome avant la signature officielle du traité de paix (Winock, 1997, p. 572).

Lors des délibérations, Clemenceau exprima à plusieurs reprises sa gratitude envers Nikola Pašić, qui l'avait visité dans les moments les plus difficiles pour son pays, bien qu'il fût alors seulement un membre de l'opposition. En effet, lorsque, en

hiver 1915, le président du gouvernement serbe, Nikola Pašić, était à Paris pour faire du lobbying auprès des personnalités influentes afin d'obtenir de l'aide pour l'État serbe, il consulta Milenko Vesnić pour savoir s'il devait rendre visite à Clemenceau, bien qu'il ne fût pas membre du gouvernement. Vesnić s'opposait à cette idée, assurant à Pašić que Clemenceau était un « opposant farouche » qui attaquait « tout le monde » (Geffroy, 1938, p. 7). Pašić ne tint pas compte de son avis et rencontra Clemenceau. Cette rencontre fut plus protocolaire, mais elle eut une grande importance pour le destin de la Yougoslavie lors de la conférence de paix. Leur deuxième rencontre eut lieu en novembre 1917, lorsque Clemenceau venait tout juste de prendre la tête du gouvernement. À cette occasion, Clemenceau exprima son admiration pour l'héroïque armée serbe (Sretenović, 2008, p. 89).

Les États-Unis furent les premières grandes puissances à reconnaître l'existence de l'État yougoslave. La reconnaissance officielle par la France arriva à la fin du mois de juin, juste avant la fin du travail de la conférence de paix. En expliquant sa décision, Clemenceau déclara que pour lui, la Yougoslavie était synonyme de Nikola Pašić et qu'il reconnaissait le nouvel État par respect pour lui (SHD, 6 N 235, N° 3717 ; Porte, 2011, p. 589 ; Vallaud, 2011, p. 454).

Conclusion

La conférence de paix de Paris a été à la fois le sommet de la carrière politique de Clemenceau et sa fin. Lors de la conférence elle-même, il a été couronné d'un nouveau surnom – « le père de la

victoire », mais en décembre, il a subi une défaite écrasante lors des élections présidentielles, après quoi il a décidé de se retirer de la politique et de la vie publique (Becker, 2012, pp. 160, 168–169). Les dernières années de sa vie ont été consacrées à l'écriture de mémoires et à des règlements de comptes avec des adversaires politiques, et même des alliés qui l'attaquaient et remettaient en question sa politique de guerre. Quelques mois avant sa mort, il a publié son œuvre mémorielle *Grandeurs et misères d'une victoire*, qui était une réponse aux accusations et aux attaques du maréchal Foch, son plus proche collaborateur militaire. Il est mort le 24 novembre 1929, déçu et incompris. Avec beaucoup d'amertume, dans *Grandeurs et misères*, il a écrit « qu'il n'y a rien que les Français aiment plus que l'oubli » (Clemenceau, 2020, p. 118).

Si nous comparons la perception de la politique balkanique de Clemenceau et Poincaré dans le contexte actuel, nous pourrions conclure que la France contemporaine est l'enfant de Clemenceau. L'historiographie française contemporaine privilégie la vision du monde et la politique de Clemenceau pendant la crise d'Annexion par rapport à la politique de Poincaré pendant les guerres balkaniques. On estime que sa politique durant les années 1908/1909 a été menée avec ruse, mesure et prudence. Il a réussi à résoudre la crise d'Annexion sans compromettre les intérêts de la France. La reconnaissance de l'intelligence politique de Clemenceau est même parvenue de la part des vaincus. Les mots les plus marquants sont ceux de l'empe-

reur allemand Guillaume II, qui, après la défaite de 1918, a déclaré : « Si nous avions eu Clemenceau, nous n'aurions pas perdu cette guerre » (Greilsamer, 2018, p. 2).

Si nous devons résumer la relation de Clemenceau avec la Serbie et la question nationale serbe, nous devrions à nouveau rappeler son patriotisme ardent envers la France. Clemenceau est l'un des rares politiciens qui appartenait de tout cœur et de toute âme à la France et au peuple français. Les circonstances en dehors de sa patrie ne l'affectaient que dans la mesure où elles nuisaient ou servaient les intérêts de la France. Dans les nombreuses biographies qui traitent de la vie et de l'œuvre de Georges Clemenceau, la Serbie n'est presque jamais mentionnée. Il en va de même pour le front de Salonique et l'État yougoslave. L'historien Michel Winock, qui est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes de Clemenceau, mentionne la Serbie une seule fois – dans le contexte du nombre de victimes – et la Yougoslavie dans le contexte de la « question de Rijeka » et du conflit avec l'Italie. Comme Clemenceau, son biographe Winock n'a d'yeux que pour la France. Bien qu'il soit considéré comme le fondateur du nouvel ordre mondial, Clemenceau souhaitait véritablement être le créateur d'une France nouvelle, plus socialement juste. C'était un homme en avance sur son temps, ses horizons politiques étaient bien au-delà de ceux de ses contemporains, mais c'est pourtant les générations futures qui lui ont rendu hommage et reconnaissance.

Bibliographie

- 86 | Ancel, J. (1920). L'Effort français: La croisade de Salonique (12 Octobre 1915 – 13 Novembre 1918): II. *Revue Des Deux Mondes (1829-1971)*, 55 (4), 875–918. Available at: <http://www.jstor.org/stable/44820793>
- Becker, J.-J. (2012). *Clemenceau – chef de guerre*. Paris: Armand Colin.
- Carroll, E. M. (1931). *French Public Opinion and Foreign Affairs 1870–1914*. London: Archon. Clemenceau, G. (1916). *La France devant L'Allemagne*. Paris: Librairie Payot.
- Clemenceau, G. (1930). *Grandeurs et misères d'une victoire*. Paris: Plon.
- Clemenceau, G. (1996). *Vendée and les Vendéens. Sermons: the most beautiful speeches from world oratory*. Beograd: Uzvišena misao. [In Serbian]
- Clemenceau, G. (2020). *Grandeurs et misères d'une victoire*. Edition Serbia 1914–1918. Novi Sad: Prometej; Beograd: Radio-Televizija Srbije. [In Serbian]
- D'Espèrey, F. (2018). *Memoirs: Thessalonica front, Serbia, Balkans, Central Europe: 1918–1919*. Novi Sad: Prometej. [In Serbian]
- Dawbarn, C. (1915). *Makers of New France*. London: Mills & Boon Ltd.
- Delaye, Th. J. (1956). *Franchet d'Espèrey – Maréchal de France*, Cahiers Charles de Foucauld. Vol. 41, 11e série.
- Duclert, V. (2010). *La République imaginée 1870–1914*. Paris: Belin.
- Duroselle, J-B. (1988). *Clemenceau*. Paris: Fayard.
- Duroselle, J-B. (1994). *La Grande Guerre des Français*. Paris.
- Feyler, F. (1921). *La Campagne de Macédoine 1917–1918*. Genève: Éditions d'art Boissonnas.
- Geffroy, G. (1938). *Georges Clemenceau*. Beograd: Narodna kultura. [In Serbian]
- Greilsamer, L. (2018). Le verbe et la volonté. In: *14–18 Mission Centenaire – Clemenceau un Tigre, 2*.
- Kšišňan, M. (2019). *L'homme qui parlait avec les étoiles. Milan Rastislav Štefánik, héros franco-slovaque de la Grande Guerre*. Paris: Eur'ORBEM.
- L'Homme Enchaîné. (13 November 1917). *L'Italie ne pensait qu'au Carso*. № 1123, 1. Available at: <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k75910895/f1.image>
- L'Homme Enchaîné. (25 December 1915). *Pour le front français*. № 441, 1. Available at: <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k75904348>
- Mayeur, J-M. (1965). *La séparation de l'Église et de L'État*. Paris: Atelier.
- Milošević, M., Dimitrijević, B. (2005). *Nikola Pašić – to President of the Government, Confidential, personal, Paris 1919–1920. Pašić's letters form the Peace conference in Versailles*, Zaječar: Zadužbina "Nikola Pašić". [In Serbian]
- Minc, A. (1996). *Antiporraits*. Éditions Gallimard.
- Miquel, P. (2004). *"Je fais la guerre". Clemenceau, le père la victoire*. Paris: Jules Tallandier.
- [NBS] National Library of Serbia. The Archive of Grgur Jakšić. P558/III/91.

- Ninčić, V. (1933). *Georges Clemenceau*. Beograd: Geca Kon. [In Serbian]
- Nintchitch, M. (1937). *La crise bosniaque (1908–1909) et les puissances européennes*. Volume I. Paris: Alfred Costes.
- Pavlović, V. (2018). *Franchet d'Espèrey, commander-in-chief of the Allied forces at the Thessalonica front 1918–1919*. Introductory study (9-26). In *Memoirs: Thessalonica front, Serbia, Balkans, Central Europe: 1918–1919*. Novi Sad: Prometej [In Serbian]
- Porte, R. (2011). *Chronologie commentée de la Première Guerre mondiale*. Paris: Perrin.
- [SHD] Service historique de la Défense (January 1918 – January 1919). *Voyages de Monsieur Clemenceau. Président du Conseil, Ministre de la Guerre aux Armées*.
- SHD (15 Avril 1919). État-Major de l'armée de terre. Fond Clemenceau, 6 N 235, № 3717. Trieste.
- SHD (8 January 1918), État-Major de l'armée de terre. Fond Clemenceau. 6 N 235, № 5.1.18. Serbie.
- Sretenović, S. (2008). *France and Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes 1918–1929*. Beograd: Institut za savremenu istoriju. [In Serbian]
- Stojić, B. (2015). French policy in the Balkan peninsula on the eve of the Great War. In: S. Rudić & M. Milkić (eds.). *The First World War, Serbia, the Balkans and Great Powers* (87–108). Beograd: Istorijski institut; Institut za strategijska istraživanja. [In Serbian]
- Stojić, B. (2016). General Piarron de Mondesir and Serbian Golgotha. In: U. Šuvaković (ed.). *Century from Serbian Golgotha, History*, 1. (405–427). Kosovska Mitrovica: Filozofski fakultet Univerziteta u Prištini. [In Serbian]
- Stojić, B. (2017). *France and the Balkan Wars (1912–1913)*. Beograd: Istorijski institut. [In Serbian]
- Stojić, B. (2020a). Georges Clemenceau and Creation of Yugoslavia. In: S. Rudić & M. Milkić (eds.). *The End of the Great War – The road to new Europe*. (235–255). Beograd: Istorijski institut.
- Stojić, B. (2020b). Thessaloniki front in memoirs of General Maurice Sarrail and Marshal Franchet d'Espèrey. *Istorijski časopis*, Vol. LXIX, 443–469. DOI: <https://doi.org/10.34298/IC2069443S> [In Serbian]
- Stojić, B., Radović, D. (2022). Todor Stefanović Vilovski between Belgrade and Vienna during Annexation Crisis. *Мешовита грађа / Miscellanea XLIII*, 191–211. DOI: 10.34298/MG22431915 [In Serbian]
- Tomei, S. (2018). Dans la fureur de la guerre. *Clemenceau – un Tigre dans la guerre*. 14–18 Mission Centenaire.
- Vallaud, P. (2011). *14–18 La première guerre mondiale*, Paris: Fayard.
- Vujović, D. (1987). How the French saw the problem of the creation of the Yugoslav state during the First World War. *Glasnik Odjeljenja društvenih nauka – CANU*, Vol. 5, 77–103. Available at: <https://canupub.me/knjiga/glasnik-odjeljenja-drustvenih-nauka-5-1987/> [In Serbian]
- Winock, M. (2018). Entretien avec Michel Winock, *Clemenceau – un Tigre dans la guerre*. 14–18 Mission Centenaire.
- Žujović, J. (1986). *Journal*, II, prepared by Dragoje Todorović. Beograd: Arhiv Srbije. [In Serbian]

Заштеник

Свечане седнице Одбора Оштинне Београдске
државе на дан 30. Јануара 1921 год., на којој је изасла-
ник Председника Француске Републике, Г.
Џенерал Врание Л'Естере предао Оштинни,
орден - Крстиа Почасне Летије, којим је одликован
Београд.



Председавао В. д. председника
Д. Карајовановић

Секретар
Марко С. Јадаковић

Тачно у 10. часова В. д. председника Д. Карајовановић
отвара седницу овим говором:

Господо Одборници, госпође и господо!

Данашња седница, господо има нарочити значај, како за
Београд, тако и целу нашу земљу. Београд не само носица и говор-
ник идеје политичког и националног ослобођења, нашег целокупног
хришћанског народа, него и верни и истрајни политички савезник
у борби за испитану велику међународну принцип „правде и ис-
тине“ - има данас да прими велико и ретко одликовање у знак
признања, за такво своје политичко и политичко држање у прошлон
рату. И у колико то одликовање долази од Француске, једне ста-
ко велике државе, не само по њеном проситранству, него и по вели-

све оне који су се борили и све оне који су тамо за њу. Ма жалости обих је и субиме!

Нека би душе тих хероја узеле свој део славе, коју данас славујемо, Та им се клањам у име Француске."

После овог говора Ј. Генерал 2'Етиери предао је Орден Легије Чассти, Председнику Ј. Карајовановићу, прогласив' на француском декретом за то, а који на српском гласи:

У име Председника Републике, Крсти Легије Чассти даје се вароши Београду:

Једна од првих и најславнијих жртава, великог рата, чије стасовништво у пркос бамбурдовању и неармијанској окупацији, није престало давати доказе храбрости, без матаксавања, био је Београд, велики словени симбол отпора и затим победе једног херојског народа, одлученог да не пропадне.

По пријему високог одликовања у име захвалности одговорио је Председник Карајовановић:

Ваше Висоганство!

Господине Генерале наш Војводо!

Примајући као Председник Београдске Општине ово високо одликовање Београда од стране Председника Француске Републике, ја Вас молим Господине Генерале, да код Њега, Француске владе и Вишешког Француског Народа будите ипак најдубље захвалности, коју Вам у име Београда на овој свепаној седници најбрже није могуће пријавити.

ПРОГРАМ

242-212

свечаности откривања споменика захвалности француској у Београду.

10. новембар:

У 8.20 часова дочек француских гостију на железничкој станици. Одело: жакет, цилиндер.

Дочеку присуствују: Одбор за подизање споменика,

Приређивачки одбор,

Преставници београдске општине,

Удружења и корпорације,

Грађанство,

Војна музика.



Г. Мљанић, председник одбора за подизање споменика поздравља госте кратким говором.

У 10.30 часова свечан дочек изасланства француске Владе и осталих француских гостију. Одело: жакет, цилиндер.

Дочеку присуствују: Преставници Краљевске Владе,

Одбор за подизање споменика,

Преставници београдске општине,

Генералитет и Адмиралитет,

Музика са почасном четом,

Удружења и корпорације,

Грађанство.

Приликом доласка воза у станицу музика свира француску химну

Г. Мљанић, председник одбора поздравља госте,

Музика свира француску химну,

Шеф француске делегације обилази почасну чету.

У 14.45 часова помен на француском и нашем гробљу.

Помену присуствују: Преставници Краљевске Владе,

Изасланство француске Владе и остали гости
Француска колонија,

Генералитет и Адмиралитет,

Преставници београдске општине,

Више чиновништво,

Удружења, корпорације, грађанство,

Војна музика са почасном четом.

У 20.30 часова Ба нет Краљ. Владе у Гардском Дому.

Programme des cérémonies d'inauguration du Monument de la Reconnaissance
à la France à Belgrade, 1930 (AJ 74).

Photo : Archives de Yougoslavie